

Natacha SAUPHANOR-BROUILLAUD

8 rue des Fossés St Jacques, 75005 Paris, FRANCE

Nationalité: française

n.sauphanorbrouillaud@orange.fr

+ 33 (0) 6 23 89 89 35

Professeur de droit privé, classe exceptionnelle, Université Paris Nanterre Co-directrice du Master droit privé fondamental Membre du CEDCACE (Centre du droit civil des affaires et du contentieux économique)

Co-directrice de la Chaire droit de la consommation, CY Cergy Paris Université - https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/

Membre nommée du CNU (Conseil National des Universités)

Membre élue du conseil d'administration du Centre européen de la consommation

https://www.cec-zev.eu/

Chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques (Décret du 28 oct. 2020) Obtention de la prime d'encadrement doctoral en Sept. 2020 Obtention de la prime d'excellence scientifique en Sept. 2013

Agrégée de droit privé et de sciences criminelles (2001)

Doctorat de droit privé de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne Thèse sur « L'influence du droit de la consommation sur le système juridique », sous la direction de M. le Professeur Jacques Ghestin Ouvrage honoré d'une subvention par le Conseil scientifique et le Centre de recherche en droit privé de l'Université Paris I

Co-auteur principal de l'ouvrage, Les contrats de consommation – Règles communes, en collaboration avec C. Aubert de Vincelles, G. Brunaux, L. Usunier, LGDJ, 2ème éd., coll. Traité de droit civil, J. Ghestin (dir.), 2018, 1415 pages

RESPONSABILITES **SCIENTIFIQUES**

Co-direction de la Chaire « Droit de la consommation », abritée par la Fondation de CY Cergy Paris Université, et dirigée par Carole Aubert de Vincelles, professeure à CY Cergy Paris Université (https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/)

- Préparation d'un travail de recherche avec les partenaires fondateurs de la Chaire sur « La promotion de la réparation, vecteur de la durabilité des biens»
- Achèvement d'un travail de recherche avec les partenaires fondateurs de la Chaire sur « La sollicitation du consommateur »
- Organisation et animation de colloques en droit de la consommation
- Organisation et animation des « rencontres de la Chaire » : webinaires de 2 heures réunissant des experts et personnalités de domaines divers (droit, économique, sociologie, culture, sciences) sur des thématiques en lien avec le droit de la consommation.
- Co-direction du comité scientifique d'attribution du prix de la Chaire destiné à récompenser une œuvre doctrinale originale, offrant un éclairage scientifique nouveau sur les enjeux théoriques et pratiques relevant du droit de la consommation.
- Coordination des étudiants du Master Droit de la consommation et des pratiques commerciales adossé à la Chaire pour le partenariat avec la Commission des clauses abusives ayant pour objet la présentation de la jurisprudence sur les clauses abusives mise en ligne sur le site de la Commission.

RESPONSABILITES **PEDAGOGIQUES**

Co-direction avec Anne Danis-Fatôme du Master droit privé fondamental

RESPONSABILITES **AMINISTRATIVES**

En charge du partenariat avec le Tribunal Judicaire de Nanterre https://ufr-dsp.parisnanterre.fr/professionnalisation/partenariat-tj-nanterre

- Coordination des stages pour les étudiants
- Coordination d'actions scientifiques entre la faculté de droit et le Tribunal

ENSEIGNEMENTS Enseignements au sein de Paris Nanterre :

- Raisonnement juridique appliqué au droit des personnes (Licence 1ère année, Semestre 1)
- Droit des contrats 2 (règles spéciales au contrat) en Licence 2ème année, Semestre 4
- Droit des obligations (Séminaires Master droit privé fondamental)
- Droit de l'emprunt (Séminaires Master droit du patrimoine)
- Droit des contrats spéciaux (Master Justice, Procès et Procédures)

Enseignements au sein de CY Cergy Paris Université:

Droit commun des contrats de consommation, M2 Droit des affaires, parcours droit de la consommation et des pratiques commerciales

PARTICIPATION A DES EXPERTISES SUR LES DROITS EUROPEENS ET FRANCAIS DES CONTRATS ET DE LA CONSOMMATION Membre de la Commission des clauses abusives en qualité de personnalité qualifiée en matière de droit ou de technique des contrats (Arrêtés de nomination du 8 décembre 2014 et du 15 mai 2018) http://www.clauses-abusives.fr/ (2014 à 2021)

Co-directrice du pôle Contrat, consommation, commerce électronique de Trans Europe Expert (TEE) http://www.transeuropexperts.eu/ (de 2015 à Mars 2017)

2016: Coordinatrice avec J. Sénéchal de l'expertise du réseau Trans Europe Experts et de l'INRIA sollicitée par le bureau 3A de la DGCCRF (Ministère de l'Économie et des Finances) dans le cadre de la négociation au Conseil de l'Union européenne de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de fourniture de contenu numérique (COM (2015) 634 final): Enjeux des négociations en cours sur la proposition de directive relative aux contrats de fourniture de contenu numérique, Contrats conc. consom. 2017, n°2, dossiers 1 à 6

2015: Participation à l'étude « Study on all mandatory rules applicable to contractual obligations in contracts for sales of tangible goods sold at a distance and, in particular online » N° JUST/2015/RCON/PR/CIVI/0066 avec Mmes les Professeurs M. Béhar-Touchais et N. Martial-Braz: corédaction du rapport national et du rapport final: http://ec.europa.eu/justice/contract/files/final report study on all nation al mandatory rules applicable to contracts for sales.pdf

2015: Candidature à l'appel d'offres (Open Call for Tender IP/C/JURI/FWC/2015-002 Multiple Framework Service Contract in 5 lots for the provision of external expertise to the European Parliament's Committee on Legal Affairs) http://www.europarl.europa.eu/tenders/2015/dgipol/077149/20150305/Annex%20I-Global-Terms-of-Reference.pdf Lot 2: élaboration du droit européen des contrats, enjeux juridiques, politiques et économiques, droit comparé des contrats, droit de la consommation et défis apportées par l'environnement numérique. https://www.europarl.europa.eu/tenders/2015/dgipol/077149/20150305/Annex%20I-Global-Terms-of-Reference.pdf - Lot 2: élaboration du droit européen des contrats, droit de la consommation et défis apportées par l'environnement numérique. https://www.europarl.europa.eu/tenders/2015/dgipol/077149/20150305/Annex%20I-Global-Terms-of-Reference.pdf - Lot 2: élaboration du droit européen des contrats, droit de la consommation et défis apportées par l'environnement numérique. https://www.europarl.europa.eu/tenders/2015/dgipol/077149/20150305/Annex%20I-Global-Terms-of-Reference.pdf - Lot 2: élaboration du droit comparé des contrats, droit de la consommation et défis apportées par l'environnement numérique. https://www.europarl.europa.eu/tenders/2015/dgipol/077149/20150305/Annex%20I-Global-Terms-of-Reference.pdf - Lot 2: élaboration du droit comparée des contrats, droit de la consommation et défis apportées pa

2015: Création d'un groupe de travail en charge de la Réponse à la Consultation publique sur le projet d'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations http://www.transeuropexperts.eu/documents/Consultation%20sur%20le%20projet%20d'ordonnance%20portant%20r%C3%A9forme%20du%20droit%20des%20contrats.pdf

2014: Création d'un groupe de travail en charge de la Réponse à la Consultation publique sur la révision du règlement (CE) n° 2006/2004 relatif à la coopération en matière de protection des consommateurs - http://www.transeuropexperts.eu/documents/Réponse.pdf

2011 : Rédaction avec Mme le Professeur M. Béhar-Touchais de la Réponse à la consultation publique de la commission européenne : « Renforcer la cohérence de l'approche européenne en matière de recours collectifs », SEC(2011) 173 final

2010: Participation avec M. le Professeur D. Mazeaud au rapport français figurant parmi les 8 rapports nationaux analysés, dans le cadre de l'appel d'offres: Open Call for Tender IP/C/JURI/FWC/2009-064, Multiple framework Research contract for provision of external expertise. Lot 1: European Contract Law, including Consumer law. Expertise réalisée par les professeurs C. Aubert de Vincelles, N. Jansen et R. Schulze relative à l'impact sur les droits nationaux du chapitre V de la proposition de directive sur les droits des consommateurs: « Briefing Paper on the Proposed Consumer Rights Directive concerning Contract Terms Chapter V », 4 oct. 2010 - http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2010/447503/IPOL-IMCO NT%282010%29447503 FR.pdf

3

Expert auditionné par la direction des affaires civiles et du sceau (Ministère de la justice) et par la DGCCRF (Ministère de l'économie et des finances)

2020 : Expert auditionné pour la transposition des directives 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques et 2019/771 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE (transposition assurée par l'ordonnance n° 2021-1247 du 29 septembre 2021 relative à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques)
2013 : Expert auditionné pour la transposition de la directive 2011/83/UE du

2013 : Expert auditionné pour la transposition de la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux droits des consommateurs (transposition assurée par la loi n°2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation)

Expert auditionné par la direction des affaires civiles et du sceau (Ministère de la justice)

2008-2009 : Expert consulté :

- -Pour la négociation des dispositions sur les clauses abusives de la proposition de la directive cadre du 8 octobre 2008 sur les droits des consommateurs
- -Pour la réforme du droit des contrats (projet d'insertion d'une disposition sur les clauses abusives dans le Code civil)
- -Pour le projet de décret du 18 mars 2009 portant application en matière de clauses abusives de la loi LME du 1er août 2008

Expert auditionné par la Commission des clauses abusives 2021: Rapport préparatoire de l'avis de la Commission des clauses abusives préalable à la transposition de l'article 1er de la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs (en collaboration avec M. Depincé), Annexe au Rapport d'activité 2021 de la Commission des clauses abusives, https://www.clauses-abusives.fr/qui-sommes-nous/#rapports-activite

2021: Rédaction en collaboration avec Monsieur Etienne Rigal, vice-président chargé du contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Villefranche-sur-Saône, vice-président de la Commission des clauses abusives du rapport préparatoire à la recommandation n°2021-02 de la Commission des clauses abusives sur les contrats de crédit à la consommation

2014: Rédaction en collaboration avec Mmes les professeurs N. Martial-Braz et C. Zolynski du rapport préparatoire à la recommandation n° 2014-02 de la Commission des clauses abusives relative aux contrats proposés par les fournisseurs de services de réseaux sociaux: http://www.clauses-abusives.fr/recommandation/contrats-de-fourniture-de-services-de-reseaux-sociaux-nouveau/

WEBINAIRES, COLLOQUES ET
CONFERENCES EN
DROITS EUROPEEN ET
FRANÇAIS DE LA
CONSOMMATION

- -24 janv. 2024, L'effet perturbateur du droit de la consommation, toujours d'actualité? Direction scientifique N Sauphanor-Brouillaud, *Réflexions en droit des sûretés*, en collaboration avec M. Bourassin et A. Gouëzel
- -11 dec. 2023 : co-organisation et co-animation avec C. Aubert de Vincelles du colloque de la Chaire droit de la consommation : « La sollicitation du consommateur », https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/colloques
- -20 nov. 2023: co-organisation et co-animation avec C. Aubert de Vincelles du webinaire de la Chaire droit de la consommation: « Modes alternatifs de Règlement des litiges et le droit de la consommation: Nouveaux enjeux », https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/les-rencontres
- -27 sept. 2023, L'effet perturbateur du droit de la consommation, toujours d'actualité? Direction scientifique N Sauphanor-Brouillaud, *Réflexions en procédure civile à l'aune de la jurisprudence sur les clauses abusives*, en collaboration avec J.-Ch. Bruyère et M. Plissonnier, https://cedcace.parisnanterre.fr/publications
- -1^{er} juill. 2022 : co-organisation avec Aubert de Vincelles (C) et animation du colloque de la Chaire droit de la consommation : « Produits de consommation et enjeux européens », à l'auditorium du MEDEF, à l'occasion de la première cérémonie de remise du Prix de la Chaire droit de la consommation, https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/colloques-1
- -13 déc. 2021 : co-organisation et co-animation avec C. Aubert de Vincelles du webinaire de la Chaire droit de la consommation : « Loi Climat et droit de la consommation », https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/les-rencontres
- -14 juin 2021, La réinterprétation des grandes notions du droit économique à la lumière des enjeux environnementaux : le consommateur, in Le droit économique, levier de la transition écologique, colloque CEDCACE-CEDIN (A.-S. Epstein & M. Nioche dir.), à paraître aux éditions Larcier
- -7 avr. 2021: co-organisation et co-animation avec C. Aubert de Vincelles du webinaire de la Chaire droit de la consommation: « Autour de la consultation publique sur la transposition des directives 2019/770 et 2019/771: projet d'ordonnance relatif au contrat de contenu et services numériques », https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/les-rencontres
- -1er avr. 2021: co-organisation et co-animation avec C. Aubert de Vincelles du webinaire de la Chaire droit de la consommation: « Autour de la consultation publique sur la transposition des directives 2019/770 et 2019/771: projet d'ordonnance relatif au contrat de vente », https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/les-rencontres
- -11 déc. 2020 : co-organisation et co-animation avec C. Aubert de Vincelles du webinaire de la Chaire droit de la consommation : « La variabilité du prix : enjeux juridiques, stratégiques et incidences sur le comportement du consommateur», https://chairedroitdelaconsommation.cyu.fr/les-rencontres

WEBINAIRES, COLLOQUES ET CONFERENCES EN DROITS EUROPEEN ET FRANÇAIS DE LA CONSOMMATION -6 nov. 2020 : La détection des clauses abusives, en collaboration avec Charles Le Corroller, ancien secrétaire de la Commission des clauses abusives, - Webinaire Droit des assurances et droit de la consommation organisé par le Forum du Droit des Assurances

https://bjda.fr/les-dossier-du-fda/dossier-n2/la-detection-des-clauses-abusives/

- -11 sept 2020 : webinaire inaugural de la Chaire droit de la consommation, CY Cergy Paris Université, La modernisation des règles de protection des consommateurs par la Directive 2019/2161 dite « omnibus » Présidence de la table ronde consacrée à la modernisation de la réglementation des services et contenus numériques
- **-19 juin 2019**: Participation en qualité d'expert à l'atelier de la DGGCRF, **Le consom'acteur**, **opportunités et risques**, sous la coordination de : Pascale HEBEL, directrice du pôle consommation et entreprise CREDOC et Patricia FOUCHER, cheffe du service juridique, économique,documentationINC,https://video.finances.gouv.fr/lecteur_video/keypub/6e35511a71 04d1547a58/id/f83b8c60b6fb5c931532de166221c3/type/pr/lang/fr
- -27 mars 2017: Présentation de l'expertise rendue par le réseau Trans Europe Experts (pôle contrat et pôle propriété intellectuelle) sur la proposition de directive concernant les contrats de fourniture de contenu numérique (COM (2015) 634 final), Expertise publiée à la revue Contrat Concurrence consommation Février 2017 Forum annuel de Trans Europe Experts, Les enjeux juridiques européens Numérique et fiscalité,
- -21 mars 2016: Co-direction avec M. Béhar-Touchais de la table ronde « *Contrat, litiges et numérique* » consacrée à l'examen des propositions de directive Contrats de vente en ligne et vente à distance de biens (COM(2015) 635 final) et Contrats de fourniture de contenu numérique, (COM(2015) 634 final) Forum annuel de Trans Europe Experts, Les enjeux juridiques européens autour de l'agenda numérique 2020
- -10 sept. 2015 :Le renforcement de la protection des consommateurs-La loi du 17 mars 2014, conférence avec M. A. Bazot, président de l'UFC Que Choisir, Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Cycle de conférences 2015 Régulation contrôle et protection des activités économiques)
- -17 avr. 2015 : Acquis et perspectives dans la lutte contre les clauses abusives, in 40 ans du centre de droit de la consommation et du marché
- -26 mars 2015: Rapport de synthèse Colloque: «L'effectivité du droit de la consommation », Faculté de droit d'Angers
- **-10 oct. 2014 : L'accessibilité du droit de la consommation pour le consommateur -** Colloque « Le droit de la consommation après la loi du 17 mars 2014 », Faculté de la Rochelle
- -16 avr. 2014 : Les sanctions en droit de la consommation, in 4èmes Rencontres Parlementaires sur la consommation, « Une nouvelle donne pour la consommation ? », présidées par D. Abbad et R. Hammadi
- -27 mars 2014: Présidence de deux tables rondes consacrées à « l'information des consommateurs » et à « la consommation responsable », in Enjeux de la réforme du droit de la consommation, colloque organisé par l'Institut Droit Ethique et Patrimoine (IDEP)
- -4 juill. 2013: Co-direction scientifique en collaboration avec C. Aubert de Vincelles du colloque « Les 20 ans du Code de la consommation Nouveaux enjeux », Grand-Chambre de la Cour de cassation et intervention: Le Code de la consommation à l'épreuve d'un droit commun
- -27 mai 2013: Le Code de la consommation ou la consécration d'un droit autonome, intervention en collaboration avec C. Aubert de Vincelles, in Les 20 ans du Code de la consommation : bilan et perspectives, colloque organisé par la DGCCRF, Revue Concurrence & consommation, n° 174, p. 9 et s.
- -15 mars 2013 : Rapport de synthèse, in Le Code de la consommation : 20 ans et après, Approche européenne & nationale, colloque organisé par l'INC (Institut national de la consommation),
- -31 mars 2010: Intervention sur Les clauses abusives à l'épreuve de la proposition de la directive cadre sur les droits des consommateurs du 8 octobre 2008 au 1^{er} forum annuel de6 Trans Europe Experts, « Les enjeux juridiques européens »

ENCADREMENT DOCTORAL JURYS DE THESES

Encadrement de thèses de doctorat :

- -J. Krumenacker, La nature du contrat relevant du contrôle du déséquilibre significatif
- -Y. Carineau, Les outils du droit de la consommation pour l'assuré, en co-direction avec P.-G. Marly (Université du Mans)
- -M. Le Roy, La loyauté et la transparence des plateformes essai sur la régulation des principaux intermédiaires du numérique, en co-direction avec C. Zolynski (Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne), thèse soutenue en 2021 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Thèse publiée aux éditions Dalloz, Nouvelle bibliothèque des thèses, à paraître en 2023, Thèse ayant obtenue le Prix de la Chaire Droit de la consommation, 2022
- -G. Brunaux, *Le contrat à distance*, thèse soutenue en 2009 à l'UVSQ Candidat ayant obtenu un poste de maitre de conférences à la faculté de droit à l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Thèse publiée : *Le contrat à distance au XXIème siècle*, LGDJ, bibl.dr.privé, Tome 524, 2010
- -M. Cartier, *La volonté juridique forcée. Etude de droit civil, droit pénal et droit de la concurrence*, thèse soutenue le 15/11/2009 à l'UVSQ Candidat ayant obtenu un poste de maitre de conférences à l'IUT de l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Participation à des jurys de thèses de doctorat :

- -F. Raobelina, L'harmonisation du droit de la vente aux consommateurs dans l'Union européenne. Réflexions à la lumière de la directive (UE) 2019/771 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, dir. C. Aubert de Vincelles, CY Cergy Paris Université, 21 déc. 20233
- -A. Negulescu Oreste, *Le développement durable et le consommateur*, dir. V. Magnier, Université Paris Saclay, 12 avr. 2023
- -P. Grulier, Les mutations du droit de la consommation. A la recherche des valeurs consuméristes, dir. D. Fenouillet, Université Panthéon-Assas 2022
- -J.-C. Villalba Cuellar, Le droit de la consommation, entre protection de la partie faible et on fonctionnement du marché, dir. M. Behar-Touchais, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2021
- -O. Kafi-Cherrat, La collectivisation des recours en droit de la consommation : aspects internes et internationaux, dir. F. Marchadier et R. Dumas, Université de Limoges, 2021
- -L. Godard, Droits des pratiques anticoncurrentielles et des pratiques restrictives de concurrence, dir. M. Chagny, UVSQ, 2019
- -G. de Moncuit, Faute lucrative et droit de la concurrence, dir. M. Chagny, UVSQ, 2018
- -M. Leroux-Campello, *Les sanctions en droit de la consommation*, dir. A. Lepage et D. Mazeaud, Université Paris II, Panthéon-Assas, 2018
- -M. Calcio-Gaudino, Droit de la consommation et régime de l'obligation Essai de construction d'un régime de l'obligation consumériste au travers de l'exemple de la prescription, dir. X. Henry, Université de Nancy, 2018
- -S. Bourrel, Le consommateur d'immeuble, dir. P. Berlioz, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2015
- -F. Maume, Essai critique sur la protection du consentement de la partie faible en matière contractuelle, dir D. Houtcieff, Evry-Val-d'Essonne, 2015
- -E. Théocharidi, *L'européanisation du droit national. Le cas des contrats conclus par le consommateur et le travailleur*, dir. J.-S. Bergé, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2014
- -M. Varnav, La gestion des risques juridiques bancaires, Etude appliquée aux obligations d'information, de mise en garde et de conseil, dir. G. Loiseau, Université Paris I, 2014
- -C.M. Peglion-Zika, *La notion de clause abusive au sens de l'article L. 132-1 du Code de la consommation*, dir. L. Leveneur, Université Panthéon-Assas (Paris II), 2013
- -N. Douche-Doyette, La sanction de la violation du droit de la consommation dans les contrats de consommation, dir. X. Henry, Université de Nancy, 2012
- -D. Bert, *Le droit de l'activité professionnelle indépendante Essai d'une théorie*, dir. X. Boucobza, UVSO, 2010
- -G. Rousset, L'influence du droit de la consommation sur le droit de la santé, dir. S. Porchy-Simon, Lyon III 2007
- -E. Poillot, *Droit européen de la consommation et uniformisation du droit des contrats*, dir. P. de Vareilles Sommières, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2004

Garant d'une habilitation à diriger des recherches :

-V. Lasbordes- de Virville, HDR, juillet 2021, UVSQ

Participation à des jurys d'habilitations à diriger des recherches :

-S. Gjidara- Decaix, HDR dir. Th. Bonneau, Université Paris II, Panthéon-Assas, 2018

LISTE DE PUBLICATIONS (pages suivantes)

LISTE DE PUBLICATIONS

I) OUVRAGES:

Les contrats de consommation – Règles communes, 2ème éd., avec le concours de C. Aubert de Vincelles, G. Brunaux et L. Usunier, LGDJ, coll. Traité de droit civil sous la direction de J. Ghestin, 2018, 1415 pages.

L'influence du droit de la consommation sur le système juridique, préf. J. Ghestin, LGDJ, Bibliothèque de droit privé, tome 326, 2000. Ouvrage honoré d'une subvention par le Conseil scientifique et le Centre de recherche en droit privé de l'Université de Paris I

II) DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS ET CONTRIBUTION A CES OUVRAGES

La sollicitation du consommateur, Rapport, C. Aubert de Vincelles & N. Sauphanor-Brouillaud (dir.), Chaire Droit de la consommation, Déc. 2023

Les 20 ans du Code de la consommation – Nouveaux enjeux, C. Aubert de Vincelles & N. Sauphanor-Brouillaud (dir.), collection LEJEP, 2013

Différenciation et indifférenciation des personnes dans le Code civil. Catégories de personnes et droit privé. 1804-2004, P. Bloch, C. Duvert & N. Sauphanor-Brouillaud (dir.), Economica, coll. Etudes juridiques, 2006

III) CONTRIBUTION A DES OUVRAGES COLLECTIFS

- La réparation au titre de la garantie légale de conformité : d'un droit vers une obligation pour le consommateur ?, in La loyauté en droit économique, Mélanges en l'honneur d'Yves Picod, Dalloz, 2023, p. 235-248
- Surveiller et punir en dehors du droit pénal, en collaboration avec Ch. André, Ph. Jacques, A.-V. Le Fur, in *Etats de droits, Mélanges en l'honneur de Dany Cohen*, Dalloz, 2023, p. 53-93
- Conclusions, in Le droit européen de la consommation au XXIème siècle, Etat des lieux et perspectives, M. Combet (dir.), Bruylant, 2022, éd. Larcier
- -La réinterprétation des grandes notions du droit économique à la lumière des enjeux environnementaux : le consommateur, in Le droit économique, levier de la transition écologique, (A.-S. Epstein & M. Nioche dir.), Bruylant, 2022, éd. Larcier
- -L'interprétation du contrat de consommation, in Lamy droit économique, M. Chagny (dir.), 2022, 2021 2020, 2019, 2018
- -Acquis et perspectives dans la lutte contre les clauses abusives, in 40 ans du centre de droit de la consommation et du marché, Actes du colloque du 17 avr. 2015, Dynamiques du droit, consommation et marché, Lextenso éd., 2017 (20 pages)
- -L'accessibilité du droit de la consommation pour le consommateur, in Le droit de la consommation après la loi du 17 mars 2014, L. Arcelin Lecuyer (dir.), Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 13 et s.
- -La concurrence : un outil à géométrie variable pour le consommateur, in A quoi sert la concurrence ?, M. Béhar-Touchais N. Charbit, R. Amaro (dir.), Institut du droit de la concurrence, oct. 2014, pp. 311-315
- Le Code de la consommation à l'épreuve d'un droit commun, in Les 20 ans du Code de la consommation Nouveaux enjeux, C. Aubert de Vincelles & N. Sauphanor-Brouillaud (dir.), collection LEJEP, 2013, pp. 7-17
- -Unfair contract terms, in Common European Sales Law (SESL) Commentary edited by Reiner Shulze, C.H. Bert-Hart-Nomos, 2012, pp. 376-395
- -Rapport spécial en droit des contrats, de la consommation et du commerce électronique, avec M. Béhar-Touchais, in *Cohérence européenne des recours collectifs. Réponse à la consultation publique de la commission européenne*, C. Prieto (dir.), SLC, coll. Trans Europe Experts, vol. 2, 2011, pp. 75 133
- -Le contrat de consommation et les contrats spéciaux, in **Des contrats civils et commerciaux aux contrats de consommation**, Mélanges en l'honneur du doyen Bernard Gross, PU de Nancy, 2009, pp. 305 320
- -La confiance dans les contrats de consommation, in La confiance en droit privé des contrats, V.-L. Bénabou & M. Chagny (dir.), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2008, p. 51
- -Quel consommateur? Pour quel rôle?, in **L'entreprise et le droit communautaire : quel bilan pour un cinquantenaire?**, V. Magnier (dir.), PUF, coll. CEPRISCA, pp. 33 49
- -Catégorie de personnes et droit des contrats (en collaboration avec C. Bloud-Rey), in **Différenciation et indifférenciation des** personnes dans le Code civil. Catégories de personnes et droit privé. 1804-2004, P. Bloch, C. Duvert & N. Sauphanor-Brouillaud (dir.), Economica, coll. Etudes juridiques, 2006, pp. 157-175

IV) RAPPORTS OFFICIELS

- Rapport préparatoire de l'avis de la Commission des clauses abusives préalable à la transposition de l'article 1er de la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs (en collaboration avec M? Depincé), Annexe au Rapport d'activité 2021 de la Commission des clauses abusives, https://www.clauses-abusives.fr/qui-sommes-nous/#rapports-activite
- Rapport préparatoire à la recommandation n° 2021-01 de la Commission des clauses abusives relative aux contrats de crédit, Bulletin officiel de la Concurrence, de la Consommation, de la Répression des Fraudes, n°5 du 17 mai 2021 (en collaboration avec E. Rigal), https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/bulletin-officiel-de-la-concurrence-de-la-consommation-de-la-repression-des-fraudes-ndeg5-du
- Rapport préparatoire à la recommandation n° 2014-02 de la Commission des clauses abusives relative aux contrats proposés par les fournisseurs de services de réseaux sociaux : http://www.clauses-abusives.fr/recommandation/contrats-de-fourniture-de-services-de-reseaux-sociaux-nouveau/ (en collaboration avec N. Martial-Braz et C. Zolynski)

V) ARTICLES EN DROIT DE LA CONSOMMATION ET DROIT DES CONTRATS

- L'effet perturbateur du droit de la consommation, toujours d'actualité? Direction scientifique N Sauphanor-Brouillaud, *Réflexions en procédure civile à l'aune de la jurisprudence sur les clauses abusives*, en collaboration avec J.-Ch. Bruyère et M. Plissonnier, https://cedcace.parisnanterre.fr/publications
- Avant-projet de réforme des contrats spéciaux : observations sur la garantie des vices en matière de vente sous le prisme du droit de la consommation (en collaboration avec C. Aubert de Vincelles), Dalloz actualités, Le droit en débats, 13 & 16 janvier 2023
- $1^{\grave{\textbf{e}}\textbf{re}}~\textbf{partie}: \underline{\textbf{https://www.dalloz-actualite.fr/node/avant-projet-de-reforme-des-contrats-speciaux-observations-surgarantie-des-vices-en-matiere-de}$
- 2ème partie : https://www.dalloz-actualite.fr/node/avant-projet-de-reforme-des-contrats-speciaux-observations-2supesup-partie#.Y8UDXXbMLIU
- Analyse de la transposition des sanctions issues de la directive relative à une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs, en collaboration avec S. Bernheim-Desvaux, Contrats concurrence consommation, Mars 2022, Etude 4, p. 1-7
- La détection des clauses abusives dans le contrat d'assurance, article en collaboration avec Charles Le Corroller, Dossier FDA n° 2, Actes du colloque « Droit des assurances et droit de la consommation », 6 nov. 2020, <u>bjda.fr</u> 2021 https://bjda.fr/les-dossier-du-fda/dossier-n2/la-detection-des-clauses-abusives/
- Naissance de la Chaire Droit de la consommation, entretien en collaboration avec Carole Aubert de Vincelles, Dalloz 2020, p. 480
- -Il faut sauver la Commission des clauses abusives, menacée de disparaître!, Dalloz 2019, p. 488
- -Pas de nullité sans texte? L'exemple de l'obligation précontractuelle d'information du droit de la consommation, en collaboration avec S. Bernheim-Desvaux, RDC 2018, pp. 122-129
- -Enjeux des négociations en cours sur la proposition de directive relative aux contrats de fourniture de contenu numérique, Contrats conc. consom. 2017, n°2, coordination des dossiers 1 à 6 : coordination avec J. Sénéchal de la publication de l'expertise du réseau Trans Europe Experts et de l'INRIA sollicitée par le bureau 3A de la DGCCRF (Ministère de l'Économie et des Finances) dans le cadre de la négociation au Conseil de l'Union européenne de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les contrats de fourniture de contenu numérique (COM (2015) 634 final)
- -Recodification du droit de la consommation. A propos de l'ordonnance n°2016-301 du 14 mars 2016, Aperçu rapide en collaboration avec H. Aubry, JCP G 2016, 392
- -Le renforcement de la protection des consommateurs-La loi du 17 mai 2014 (en collaboration avec M. A. Bazot, président de l'UFC Que Choisir), Cycle de conférences de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation: Régulation, contrôle et protection des activités économiques, in Justice & Cassation, Dalloz, 2016, pp. 355-366
- -Observations sur l'article 1169 du projet de réforme du droit des contrats et des obligations, in Observations sur le projet de réforme du droit des contrats et des obligations, J. Ghestin (dir.), Les Petits affiches, Lextenso éditions, N° spécial 3-4 septembre 2015, n°176-177, p. 70-74
- -Rapport de synthèse, in **L'effectivité du droit de la consommation**, Faculté de droit d'Angers, 26 mars 2015, Revue Lamy droit des affaires 2015, n°105, juin 2015, pp. 91-93
- -Loi du 17 mars 2014: nouvelles mesures protectrices du consommateur (en collaboration avec C. Aubert de Vincelles), Dalloz 2014, chr., p. 879 889
- -Une refonte du Code de la consommation s'impose (en collaboration avec C. Aubert de Vincelles), Propos recueillis par H. Béranger, JCP G 2013, 757 (en collaboration avec C. Aubert de Vincelles)

- -La protection de l'investisseur par les législations spéciales : quels critères ? (en collaboration avec H. Aubry), RDBF 2010, Etude 33, p. 52 et s.
- -Un après le décret n°2009-302 du 18 mars 2009, l'actualité des clauses abusives dans les contrats de consommation, Revue Lamy Droit civil, septembre 2010, p. 7
- -Analyse de la nouvelle réglementation sur les pratiques commerciales déloyales et de la jurisprudence française et communautaire, in Droit de la communication Les réformes en marche, Actes du Forum Légipresse du 8 octobre 2009, Légicom, n°45, 2010/2, p. 117
- -Les réglementations nationales sur la promotion des ventes une nouvelle fois mise en cause, note en collaboration avec E. Andrieu sous CJUE 9 nov. 2010 et Cass. civ. 1ère, 15 nov. 2010, Légipresse, Dec. 2010, n° 278, pp. 414 419-Pratiques commerciales déloyales et promotion des ventes : un bouleversement, note en collaboration avec E. Andrieu, sous CA Paris, 26 nov. 2009 et CJCE 14 janv. 2010, Légipresse, Mars 2010, n° 270, pp. 43 50
- -Clauses abusives. Panorama d'actualité, Les remèdes en droit de la consommation, Revue des Contrats, 2009, pp. 1629 1642 -La clause compromissoire abusive, in Chronique de droit de l'arbitrage, Th. Clay (dir.), Les Petites affiches 2009, n°143, p. 13.
- -Clauses abusives: les nouvelles clauses « noires » et « grises », JCP G 2009, I, 168; JCP E 2009, I, 178
- **-Les clauses abusives**, in Observations sur le projet de réforme de droit des contrats, J. Ghestin (dir.), Les Petites affiches, n°spécial, 12 février 2009, n°31, pp. 54 41
- -Clauses abusives dans les contrats de consommation : critères de l'abus, Contrats Concurrence Consommation 2008, Etudes 7, p. 7
- -A défaut d'une loi, quatre arrêts de principe en matière de clauses abusives, Revue Lamy Droit civil 2007, n°36 p. 6
- -Une nouvelle loi pour faciliter la résiliation des contrats tacitement reconductibles, Revue Lamy Droit civil 2005, n°15, p. 5.
- -Démarchage et publicité en ligne du crédit à la consommation et protection des consommateurs, in Commerce électronique et opérations bancaires, Revue droit bancaire et financier 2004, p. 284
- **-La notion de surendettement**, in *La prévention du surendettement*, colloque organisé par la Faculté de droit de Reims, 16 mai 2002, Petites affiches, 10 avril 2003, n°72, p. 7
- -Image électronique et consommateur (en collaboration avec A. Cermolacce), Communication-Commerce Electronique, fév. 2003, chr. n° 6, p. 23.

VI) FASCICULES ET RUBRIQUES D'ENCYCLOPEDIES

- Sanctions des obligations précontractuelles d'information sur les caractéristiques essentielles des biens et des services et sur le prix, Fasc. 848, 2021, en collaboration avec S. Bernheim-Desvaux (44 pages)
- -V° Déséquilibre significatif, en collaboration avec G. Chantepie, Répertoire Dalloz commercial et Répertoire Dalloz civil, 2022 -Information des consommateurs, Règles communes à l'obligation d'information précontractuelle et à l'information sur les prix, Jurisclasseur Concurrence-consommation, Fasc. 845, 2017 (23 pages)
- -Information des consommateurs, **Obligation générale d'information**, Jurisclasseur Concurrence-consommation, Fasc. 846, 2017 (22 pages)
- -Information des consommateurs, Information sur les prix, Jurisclasseur Concurrence-consommation, Fasc. 847, 2017 (9 pages) -Reconduction des contrats de consommation, Jurisclasseur Concurrence-consommation, Fasc. 850, LexisNexis, à jour au 1^{er} nov. mai 2017 (15 pages)

VII) CHRONIQUES REGULIERES D'ACTUALITE EN DROIT DE LA CONSOMMATION

a) Panorama annuel d'actualité législative et jurisprudentielle de droit de la consommation au Recueil Dalloz depuis 2009

- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2022-Déc. 2022, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2023, p. 616
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2021-Déc. 2021, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2022, pp. 574-584
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2020-Déc. 2020, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2021, pp. 594 -605
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2019-Déc. 2019, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2020, pp. 624 -635
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2018-Déc. 2018, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2019, pp. 607-619
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2017-Déc. 2017, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2018, pp. 583-591
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2016-Déc. 2016, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2017, pp. 539-549

- -Panorama Droit de la consommation, Fev. 2015-Déc. 2015, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2016, pp. 617 627
- -Panorama Droit de la consommation, Avr. 2014-Janv. 2015, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2015, pp. 588 598
- -Panorama Droit de la consommation, Mars 2013-Mars 2014, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2014, pp. 1279 1306
- -Panorama Droit de la consommation, Mars 2012-Mars 2013, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2012, pp. 945 -955
- -Panorama Droit de la consommation, Fév. 2011-Fév. 2012, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2012, pp. 840 856
- -Panorama Droit de la consommation, Fév. 2010-Fév. 2011, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2011, pp. 974 984
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2009-Déc. 2009, en collaboration avec H. Aubry & E. Poillot, Dalloz 2010, pp. 790 798
- -Panorama Droit de la consommation, Janv. 2008-Déc. 2008, en collaboration avec E. Poillot, Dalloz 2009, p. 393
- b) Chronique trimestrielle de droit de la consommation à la Revue des contrats (RDC), Lextenso Editions 2010 2017
- c) Chronique trimestrielle d'actualité législative et jurisprudentielle en droit des contrats (ss. dir. J. Ghestin), rubrique standardisation des contrats : Semaine Juridique, édition générale (JCP, éd. G.) 2001 2017
- d) Chronique mensuelle d'actualité législative et jurisprudentielle en droit de la consommation, in L'Essentiel droit des contrats, Lextenso Editions, de 2009 à 2011

VIII) RECENSIONS d'OUVRAGES

- Droit et histoire sociale, A propos de Anaïs Albert, *La vie à crédit. La consommation des classes populaires à Paris (Années 1880-1920)*, Editions de la Sorbonne, 2021, grief, revue sur les mondes du droit, éditions EHESS & Dalloz, 2022, n°9, p. 107

*